



Le Courrier du CEDER

N° 5 - mars 2007

ACTUALITES.....p 2

▶ Ici et maintenant

DOSSIER.....p 3

▶ Développement
Durable : un tour
d'horizon

▶ Témoignages...p 6

ACTIONS.....p 7

ECHOS DU COIN.....p 8

LE COURRIER DU CEDER
édité et diffusé gratuitement par
le Centre d'Etude et de
Développement des Energies
Renouvelables
Association Loi 1901

Directeur de publication :
Alain Jeune
Directrice de rédaction :
Perrine Dyon
Conception, mise en page :
Perrine Dyon
Photographies : DR - CEDER, sauf
mentions contraires
ISSN : 1951-1418
N° de parution : en cours
Imprimeur : CEDER - 15 av P.
Laurens - 26110 NYONS
Parution : trimestrielle
Contact : infoenergie@ceder-provence.org
Tirage : 299 exemplaires



Le "développement durable", panacée ou fausse bonne idée ?

Les mots, les expressions, conditionnent nos pensées et nos actes.

"Le développement durable" est comme l'enfer : il est pavé de bonnes intentions. Posons-nous la question suivante : n'est-il pas étrange que cette expression soit, aujourd'hui, dans la bouche de presque tout le monde ? Des écologistes officiels, des politiques de gauche de droite ou du centre, des industriels, des banquiers, des pollueurs et des dépollueurs, des développeurs, des garagistes et des croque-morts... Et même des rats laveurs !

C'est donc que, sous cette formule, on peut mettre ce que l'on veut, ou qu'il soit possible de tout changer sans que rien ne change vraiment.

Restons sérieux. C'est-à-dire, rions (un peu jaune il est vrai) de constater que "le développement durable" est bien une tarte à la crème, un oxymore (une contradiction interne dans les termes).

Si développement et croissance sont synonymes en réalité, ce n'est pas l'adjectif "durable" ou "soutenable" qui va changer quoi que ce soit à la folie humaine soumise au "funeste credo de croître".

"Le développement durable" empêche de voir la réalité telle qu'elle est et nous laisse croire qu'il suffit d'acheter des produits bios ou de réduire notre consommation d'énergie pour sauver le monde. Bien sûr qu'il faut le faire, mais c'est totalement insuffisant. C'est la notion même de développement qu'il faut interroger et critiquer et se rendre compte que, derrière cette idée en

apparence généreuse, la réalité est tout autre : c'est une réduction de la vie sur terre à un seul modèle possible, occidental, et inféodé à l'économisme, c'est-à-dire à la marchandisation de tout, y compris de nos existences.

Cessons d'ignorer que si la totalité des habitants du monde veut vivre comme un étasunien moyen il faudrait les ressources de sept planètes !

Je disais plus haut que "le développement durable" faisait presque l'unanimité, sauf pour ceux qui pensent et agissent en regardant plus loin que le bout de leur développement. Depuis quelques années, des chercheurs engagés travaillent sur les notions "d'après développement" et de "décroissance". On les appelle "les objecteurs de croissance". Ceux-là estiment que les privilégiés doivent changer radicalement leur mode de vie et de consommation.

Il y a trop de tout pour une minorité tandis que la majorité des habitants du monde manque encore du strict nécessaire pour vivre dignement. Mais, l'idée de décroissance passe d'abord par une décolonisation de nos imaginaires, ce que "le développement durable" ne permet pas...

Vaste programme, à suivre, donc...

Jean-Claude BESSON-GIRARD

Auteur de *DECRESCENDO CANTABILE*,

Petit manuel pour une décroissance harmonique, Ed. Parangon 2005.

Directeur d'*ENTROPIA*,
Revue d'étude théorique et politique
de la décroissance. Ed. Parangon.

ENJEUX ENERGETIQUES DANS L'HABITAT

Les 16 février et 1er mars derniers, se sont déroulées au CEDER deux conférences ayant trait à la présentation des nouveaux outils de réglementation mis en place dernièrement en vue de minimiser les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) imputables aux bâtiments résidentiels : le diagnostic énergétique (DPE) et la réglementation thermique 2005 (RT2005). Après un bref rappel du contexte énergétique actuel, un point à été fait sur la RT2005 et ses principales orientations : renforcement des performances d'isolation et améliorations des équipements de production de



chaleur, eau chaude..., valorisation de la conception bioclimatique... Il s'agissait de présenter l'encadrement législatif mis en place depuis le 1/07/2006. Cet encadrement juridique ne concerne, aujourd'hui, que les bâtiments neufs (ou nécessitant un permis de construire). L'objet de la deuxième partie de la conférence traitait du DPE. Celui-ci concerne (depuis le 1/11/2006) tout contrat de vente et bientôt tout contrat de location d'un bien immobilier. Il a vocation à informer les acheteurs sur l'impact environnemental du bâtiment (émissions de CO²) ainsi que sur sa consommation énergétique (KWh consommés/m².an), tout en fournissant un certain nombre d'informations sur les améliorations à apporter afin d'optimiser "l'usage" du bâtiment. Chaque réunion s'est déroulée en présence d'une quinzaine de personnes et a donné lieu à un débat nourri entre participants notamment sur les évolutions possibles à terme ou encore sur les contraintes péuniaires que cela impose. Il est important de comprendre les enjeux énergétiques dans l'habitat. Ces événements seront complétés par une conférence sur l'éco-construction le jeudi 29 mars à 20h30 à la Mairie de Vaison la Romaine.

Xavier DAVADANT

NATURELLEMENT S'ENFLAMME !



La foire éco-biologique NATURELLEMENT s'enflamme... samedi 19 et dimanche 20 mai entre le Théâtre de Verdure et la Maison de Pays, sur la Promenade de la Digue à Nyons.

Deux jours de partage, de découverte, de convivialité et de fête autour de thèmes qui sont plus que jamais d'actualité.

Déambulez... entre les stands des exposants qui vous présenteront leurs produits : énergie solaire, bois énergie, matériaux renouvelables, cosmétiques bio et huiles essentielles, fruits et légumes bio, artisanat local, vêtements,

commerce équitable... **Découvrez...** de nouvelles technologies liées aux énergies renouvelables, aux transports et à l'éco-construction avec la fabrication sur place de briques de chanvre. **Participez...** aux conférences sur le problème des réfugiés climatiques, la déforestation, les politiques environnementales à engager face au réchauffement de la planète, notre alimentation ou les maisons à énergie positive. **Dégustez...** une cuisine 100% biologique. **Echangez...** avec un très jeune forgeron venu vous présenter son art, des artistes de cirque, un couple qui a auto-construit sa maison en bottes de paille et tous les bénévoles qui vous guideront sur la foire. **Jouez...** avec des jeux en bois venus du monde entier et montrez vos talents de calligraphe à l'encre végétale et papiers recyclés. **Dancez...** aux sons du violon, de la clarinette, de l'accordéon, de la contrebasse et des percussions. De la musique de l'Est au ska le plus déjanté, le "Tram des Balkans" nous portera jusqu'au milieu de la nuit. Cette année la foire NATURELLEMENT dansera autour du feu, avec un brin de magie et beaucoup de plaisirs !

Emilie GARREAU

GIEC & STERN AU RAPPORT !!

"Même si nous arrêtons toutes nos émissions de CO₂ nous avons déjà engagé un réchauffement de près de 1°C de façon inéluctable", "il est trop tard pour revenir au climat d'il y a 200 ans".

Les preuves qui alimentent le constat alarmant du rapport intermédiaire du GIEC du 2/2/07 sont flagrantes et incontestables ! Le GIEC est sûr à 90% que l'homme est responsable de "l'essentiel de l'accroissement observé sur la température moyenne globale depuis le milieu du 20^{ème} siècle". Cela entraîne des scénarios allant jusqu'à une augmentation de la température de 6.4°C d'ici à 2100. Les 11 dernières années figurent parmi les 12 plus chaudes selon les statistiques depuis 1850.

Les conséquences sont affolantes d'un point de vue humain, économique, géopolitique : fonte des glaces, pénuries d'eau (3.2 milliards d'individus concernés), famines, inondations, déforestation, disparition de la biodiversité...

Nicolas STERN économiste britannique renommé à été chargé par son gouvernement d'une étude du coût du changement climatique. Dans son rapport daté du 30/10/06 il l'estime à 5% du PIB mondial. Il préconise un investissement immédiat de 1 à 2% du PIB dans cette lutte car l'action sera moins coûteuse que l'inaction. Il remet en cause le protocole de Kyoto en proposant une réduction de CO₂ mondial de 30% d'ici 2030 (dont 80% pour les USA). Le temps des discours et des conférences est révolu, il faut passer aux décisions drastiques au niveau national, européen et mondial. Fini le principe de pollueur/payeur, il suggère de réorganiser le système des quotas de CO₂ en insistant sur l'entraide internationale pays riches / pays en voie de développement et de passer à la vitesse supérieure. En effet, même en substituant les énergies renouvelables aux énergies fossiles, il est fondamental de changer l'organisation de nos économies pour réduire nos consommations d'énergie dès la conception des produits. L'autosuffisance énergétique des bâtiments est primordiale, le "0" pétrole d'ici 25 ans, inévitable... C'est le défi d'une civilisation toute entière, pour sa survie qui remet en cause 2 siècles de civilisation industrielle. Elle doit réconcilier l'espèce humaine avec la nature en mettant en place un concept politique et éthique pour l'intérêt supérieur de l'humanité. Voilà 2 rapports dont les conclusions amènent à la réflexion et surtout à l'action : le changement climatique n'est pas une fatalité !

Perrine DYON

Développement Durable : Quelle définition ? Quelles limites ? Quelles perspectives ?

Le mode de pensée qui a guidé la révolution industrielle a introduit des critères de croissance principalement économiques auxquels ont, peu à peu, été adjoints des critères sociaux afin de rendre plus "humain" le développement. Dans les années 70, les premiers rapports mettant en garde contre les risques environnementaux (appauvrissement des sols, épuisement des ressources, destruction des écosystèmes, baisse de la biodiversité...) paraissent et mettent en lumière la pression anthropique grandissante. L'environnement devient "patrimoine mondial essentiel" mais il faut attendre 1987 pour avoir une définition institutionnelle du développement durable. Désormais, il s'agit d'inciter au développement d'un processus où l'exploitation des ressources, le choix des investissements, les orientations technologiques et institutionnelles sont rendus cohérents avec le présent et l'avenir.

Afin d'y parvenir, il est nécessaire que tous les acteurs concernés jouent leur rôle de manière cohérente.

Au niveau national, ce sont surtout les collectivités territoriales qui se doivent d'exprimer les besoins et les actions à mettre en œuvre, dans le cadre des Agenda 21¹ notamment.

A une autre échelle mais nécessairement dans le cadre des politiques publiques définies par les Agenda 21, les entreprises jouent un rôle mobilisateur vers le développement durable en orientant les compétences humaines, structurelles et relationnelles (capital immatériel) à leur disposition. Ces acteurs auxquels, il convient d'adjoindre chaque individu - en tant que plus petit et premier maillon de la chaîne - se doivent d'agir de manière cohérente, malgré des intérêts par ailleurs divergents. Ce sont d'ailleurs ces intérêts, parfois contradictoires, qui mettent en lumière les limites du concept de développement durable.

Il est possible en effet de s'interroger sur la capacité d'un système privilégiant les intérêts particuliers, fondé sur la recherche de l'équilibre entre contraintes économiques et sociales, à prendre en compte, en plus de la notion environnementale. Et ce, d'autant plus, que la définition des critères d'évaluation des contraintes sociales, économiques et environnementales, est ardue pour peu que nous ne voulions pas tomber dans

le piège de solutions utopiques et par trop idéologiquement biaisées.

D'autres "pièges" se dressent sur la route de la construction d'un système durable, de la récupération du concept à toutes les sauces au risque de domination accrue des "puissants" qui imposeront des critères de développement inaccessibles aux pays en développement.

Cela doit nous inciter à nous questionner sur le devenir de notre mode de développement. En effet, à l'heure où 20% de la population consomme 80% des ressources, le seul "développement durable" pour les pays concernés, ne passe-t-il pas nécessairement, par le chemin de la décroissance soutenable ?

Xavier DAVADANT

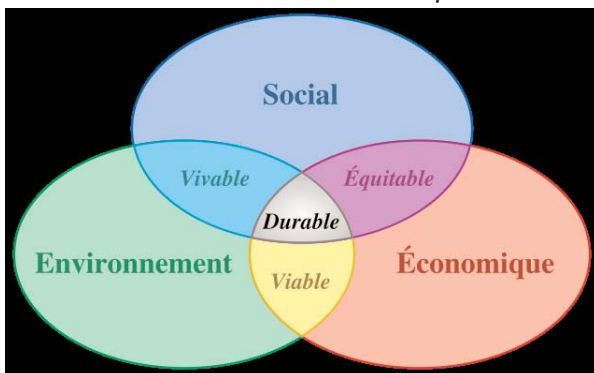


Schéma du Développement Durable

LES ACTEURS DU BOIS ENERGIE, DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LES BARONNIES

Il semblait impensable de ne pas commencer cet article sans dire que le bois-énergie est un vaste sujet.

Le bois-énergie a toujours été un cheval de bataille des acteurs du développement durable, de l'écologie et des énergies renouvelables (tous autant, même parmi ceux qui ne lisent que le mot développement dans l'expression Développement Durable). Le CEDER a, certes, fait la promotion d'une technologie performante dont le combustible est issu d'une source d'énergie renouvelable, mais a toujours apporté sa réflexion à la mise en place de la filière de A à Z.

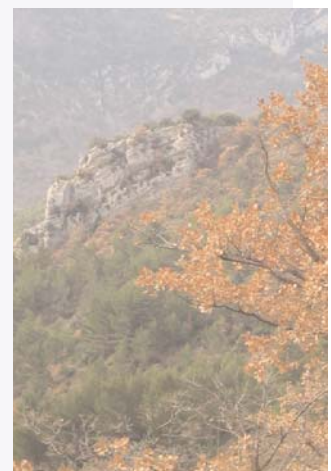
"Le Bois énergie est l'ensemble de la biomasse destinée à la production de chaleur, vapeur et / ou électricité"

Le bois-énergie permet de répondre dans un premier temps à une problématique simple : couvrir ses besoins en chauffage,

comme d'autres énergies peuvent le faire. C'est une énergie de substitution aux énergies "traditionnelles", dont les réserves sont limitées dans le temps et dont l'impact sur le climat est bien connu.

Le Bois permet de se chauffer sans avoir aucun impact sur l'environnement... du moins ici, sous nos latitudes. Grâce à une bonne gestion de la forêt, la surface boisée en France est croissante depuis la Révolution française.

Globalement, lorsqu'un arbre est coupé pour se chauffer, un autre est replanté à la place. Concrètement, le bois pendant sa combustion restitue le carbone qu'il a capté lors de sa croissance. Carbone à son tour capté par les autres arbres. Il est important d'utiliser des technologies performantes pour



1 - Déclaration qui fixe un programme d'actions pour le 21^e siècle afin de s'orienter vers un développement durable de la planète. Il s'agit d'une énumération de quelques 2500 recommandations concernant les problématiques liées à la santé, au logement, à la pollution de l'air, à la gestion des mers, des forêts et des montagnes, à la désertification, à la gestion des ressources en eau et de l'assainissement, à la gestion de l'agriculture, à la gestion des déchets.

que toute la matière organique soit brûlée et que toute la chaleur produite soit restituée.

En fait, le bois-énergie permet de trouver un débouché aux déchets de la filière bois, que ce soit des déchets verts issus de l'entretien des forêts, justement pour participer à la bonne santé des surfaces boisées, que ce soit la valorisation de déchets connexes de l'industrie de première et deuxième transformation du bois, ou bien encore de trouver une orientation à la filière de recyclage du bois.

Le bois énergie n'a donc pas d'impact sur l'environnement. Il n'en a pas si l'utilisation de cette énergie renouvelable se fait dans une démarche de maîtrise de l'énergie et d'utilisation rationnelle de l'énergie, c'est-à-dire si le bois énergie s'inscrit dans une démarche cohérente de réduction de ses besoins (comme isolation du logement...) adjointe à l'utilisation d'appareils performants (notamment chauffage central, régulation pointue...).

Mais l'intérêt du bois énergie est général. L'entretien des forêts a une vocation environnementale, il s'inscrit également dans un cadre de développement local. Dans un climat moribond, les agriculteurs peuvent trouver un revenu supplémentaire dans l'exploitation de leur ressource bois. Il peut leur permettre de se diversifier et de trouver sur leur exploitation une énergie très bon marché et écologique.

Pour passer de la théorie à la pratique nous pouvons évoquer le cas de la commune de Montauban sur l'Ouvèze qui a choisi de chauffer quatre logements municipaux ainsi que la salle communale avec du bois en plaquettes. Pour la fourniture du combustible, le maire s'est appuyé sur deux agriculteurs locaux (MM. Bontoux et Rivet) qui valorisent du bois en le déchiquetant et l'emmenant jusque dans le silo. Le plombier chauffagiste (M. Bordes) qui a réalisé l'installation est également de Montauban sur l'Ouvèze.

Ce projet s'inscrit parfaitement dans le Pôle Agriculture Durable des Baronnies Drômoises, ainsi, la filière bois a pour but de redynamiser l'agriculture locale, améliorer l'impact paysager et plus largement le territoire. Ce projet est porté par le Syndicat d'Aménagement des Baronnies en partenariat avec la Chambre d'Agriculture et le CRPF (Centre Régional Propriétaires Forestiers). En tant que relais auprès des élus et des habitants du territoire, le SAB est un acteur du bois-énergie.



Pour ce projet, il s'est appuyé depuis le début sur le CEDER dans la mise en place de différentes actions de communication et de sensibilisation (réunions d'information pour les agriculteurs, visites de sites, exposition...).

La filière bois est récente. Elle s'est développée dans le cadre du Plan Bois Rhône Alpes, entre autres animés par le CEDER (en Drôme provençale). Le CEDER participe aux comités de pilotage bois-énergie et au comité technique

interdépartemental Drôme-Ardèche.

Ces deux comités sont animés par FIBOIS, Interprofession de la filière bois dans la Drôme et en Ardèche.

FIBOIS est notamment l'interlocuteur privilégié pour tout ce qui concerne la fourniture de combustibles sur les deux départements. Cette structure prend en compte les différents éléments constitutifs de la filière pour garantir le meilleur approvisionnement possible des chaufferies bois-énergie en fonctionnement.

FIBOIS a notamment mis en place Chaleur Bois Qualité +, qui permet de caractériser le bois-énergie, de fournir le combustible le mieux adapté à la chaudière et de donner des garanties aux utilisateurs.

La filière bois dans le Haut Vaucluse va se mettre en place grâce aux retours d'expérience des départements limitrophes et la volonté des collectivités territoriales qui commencent à faire la promotion de cette énergie.

Il est très important d'insister sur le fait que la filière bois-énergie doit rester locale, voire très locale, pour être

logique et rationnelle. Il est important de ne pas trouver des stratagèmes pour faire venir du bois d'ailleurs sous quelque prétexte que ce soit, à moins de vouloir augmenter le bilan carbone de cette énergie propre. Sous quelque prétexte que ce soit, même économiques, si le bois déchiqueté est un poil plus cher ici, il peut permettre de revitaliser le territoire.

Victor LUMINEAU

Bibliographie indicative : Dictionnaire du Développement Durable. Ed.AFNOR



ASSAINISSEMENT ECOLOGIQUE : DES INITIATIVES LOCALES A DIMENSION INTERNATIONALE

> Toilettes du Monde (TDM) est une association nyonsaise qui fait la promotion de l'assainissement écologique. L'association travaille, dans le domaine de l'assainissement, au développement de comportements réfléchis, dans un souci de préservation de l'environnement.

Pour reprendre les termes de développement durable utilisés couramment, TDM considère 2 types de développement durable :

- Le développement durable technologique, qui est un moyen pour développer une technique et en faire un marché (aspect économique) en trouvant des solutions (temporaires ou durables) environnementales sans bousculer les habitudes.

- le développement durable écologique (selon les termes de Sim Van Der Ryn, Ecological Design), qui permet de trouver des alternatives aux pratiques qui nous mettent en danger. Pour TDM, le développement durable écologique peut être mis en pratique dans l'assainissement écologique en bousculant les habitudes culturelles et en invitant à penser autrement les excreta comme ressources et non plus comme déchets. Ceci implique une démarche qui place l'utilisateur au centre du débat.

TDM propose dans ses projets de solidarité des techniques d'assainissement permettant une amélioration des conditions sanitaires tout en minimisant l'impact sur l'environnement et en revalorisant les excreta comme fertilisant agricole. Ainsi, le milieu naturel est protégé. Cette démarche ne pourra bien se mettre en place que si l'utilisateur fait lui-même la réflexion grâce à une bonne sensibilisation et un travail amont approfondi. Les contraintes rencontrées sont souvent d'ordre culturelles ou



religieuses, posant le problème des excreta comme sujet tabou. C'est pourquoi les solutions proposées seront d'autant mieux perçues si le besoin a été exprimé par les futurs utilisateurs.

TDM développe ce type de projets internationaux au Gabon, au Mali, en Algérie... En France et à l'international son expertise leur permet de proposer des formations basées sur cette démarche participative. Pour cela l'association s'appuie sur un réseau qui développe une méthodologie de démarche participative : l'Assainissement Environnemental Centré sur les Ménages (AECM) - L'utilisateur est acteur : il remonte les informations et ses besoins vers les experts qui le guideront et l'inviteront à faire l'expérience de nouvelles habitudes.

- Les déchets sont considérés, au maximum, comme des ressources

En France, les objectifs de TDM consistent à sensibiliser divers publics (professionnels, collectivités, particuliers...) pour faire prendre conscience de la gestion actuelle de l'eau et de l'assainissement (limites du tout-à-l'égout, ...), et faire émerger une demande d'assainissement "à développement durable". Le pendant à l'international sera, face aux limites des latrines, de proposer des alternatives écologiques à faible coût, grâce aux changements des habitudes. Finalement ce ne sont pas les problèmes

techniques (exception faite des grands centres urbains) qui freinent le développement de l'assainissement écologique mais la perception que nous avons des excreta. En les considérant comme des ressources, nous serons amenés à changer nos habitudes en nous orientant ainsi vers un développement durable écologique qui nous met, utilisateurs, au centre du débat et face à nos responsabilités individuelles concernant la pérennité de notre environnement.

Projets de sensibilisation et développement de formations internationales avec TDM au 04 75 26 29 98

RECYCLED'MOD, UN CONCEPT QUI EMBELLIT LA FEMME

> Léa PAQUETTE est une créatrice novatrice, investie dans le respect de l'être humain. Mettant son expérience et son énergie au service d'une idée non seulement originale mais également directement dans la lignée du

développement durable local : RECYCLED'MOD / Naturellement β. C'est à Taulignan, au cœur de la Drôme provençale que Léa PAQUETTE, ancien mannequin, a choisi de développer un projet à dimension humaine. Consciente de notre responsabilité dans la



consommation du "tout jetable" et le gaspillage excessif, elle lance en 2006 l'association Recycled'mod / Naturellement β. Cette aventure créative consiste à recycler les vêtements et les accessoires usagés (chapeaux, sacs, bijoux...). Les objectifs de cette démarche sont d'ordre écologique par la récupération de vêtement et d'accessoires usagés. Ce sont ensuite des objectifs de solidarité mettant en avant la coopération, l'entraide, car le concept repose le respect d'autrui plutôt que la possession et le jugement. Le troisième objectif est la créativité et l'adaptation des matériaux avec une dimension écologique (utilisation de teintures naturelles), l'ensemble de l'équipe valide le modèle et établit le prix le plus équitable. La collection (Léa DENIM) est composée de modèles uniques, elle est valorisée à l'occasion de défilés avec des mannequins volontaires au son de musiques d'auteurs. Le dernier objectif met en valeur la dimension du commerce équitable. Ainsi,

le temps consacré au nettoyage (enfumage à la sauge (pour diminuer l'historique énergétique), lessive biologique), au relookage, au recyclage sont pris en compte dans le prix de vente. Les bénéfices de la vente sont immédiatement répercutés sur les salaires des employées (le critère est, là aussi spécifique, puisqu'il s'agit en général de femmes, la quarantaine dépassée, en mal d'emploi) ou dans l'association.

Dans ses perspectives, Recycled'Mod s'ouvre dès mars au grand public grâce à un magasin 13 rue d'Aleyrac à Montélimar, il alliera tissus importés, atelier de création, relooking intégral. Ce concept se développe grâce à une Présidente dynamique qui multiplie conférences et réunions d'information dans toute la France. Attention, le principe risque de prendre de l'ampleur plus vite qu'une traînée de poudre... recyclée bien sûr !

Pour découvrir l'aventure Recycled'mod, Léa PAQUETTE au 04 75 01 43 31

DEVELOPPEMENT DURABLE : UN TOUR D'HORIZON

LES JARDINS DE COCAGNE EN BARONNIES OU LA CULTURE DE LA SOLIDARITÉ

> Christine GARNATZ : Agronome de formation. Dans le monde associatif depuis longtemps (CIEPAD - Pierre RABHI, commerce équitable, agroécologie), la concrétisation de ce projet était la réalisation d'un rêve.

> Stéphane DECONINCK : Ingénieur de formation. Directeur de l'entreprise d'insertion de PONTIAS de 2001 à 2004.

> Association PONTIAS : Association d'insertion professionnelle et sociale créée en 2001. En avril 2006, elle devient la structure porteuse des "Jardins de Cocagne" dont le Président est Patrick LIEVAUX.

Quel a été le contexte d'installation des jardins de Cocagne en Baronnies ?

Christine GARNATZ avait l'idée de créer un Jardin de Cocagne depuis de nombreuses années. Le contact avec l'association PONTIAS et le directeur de l'entreprise d'insertion, Stéphane DECONINCK, lui a permis de concrétiser ce projet. L'association a porté, dans un premier temps, l'étude de faisabilité et dans un second temps, le jardin.

Christine et Stéphane assurent ensemble la direction du jardin, tout en occupant chacun une fonction spécifique (responsable de production, accompagnement socioprofessionnel).

Quels sont les valeurs et les engagements des Jardins de Cocagne ?

Le jardin de Cocagne se considère d'abord comme un projet social d'insertion lié à une démarche économique et écologique.

Le chantier d'insertion, par une production de légumes bio distribués à un réseau d'adhérents, tente de mettre en évidence l'importance du lien avec la terre. Le travail permet de suivre au fil des saisons, le développement du produit de la graine au panier.

La distribution des légumes produits aux adhérents qui viennent



chercher leurs paniers au Jardin crée des contacts entre les jardiniers et les adhérents, entre "exclus" et "inclus". L'association souhaite également insister sur la cohérence des valeurs sociales et écologiques par le développement d'une activité qui s'appuie sur l'agriculture biologique et la prise en compte de chaque personne dans sa globalité.

Les cultures sont en Agriculture bio certifiée et l'association PONTIAS est membre d'Agribiodrôme. Comme le souligne Christine : "tout est dans la qualité des relations que l'on entretient".

Comment se concrétise le rôle social mené aux Jardins ?

La mission sociale est étroitement liée à la mission professionnelle du chantier d'insertion. Stéphane, aide les personnes à trouver des formations, à effectuer les démarches avec les partenaires de l'emploi et mène avec eux un travail d'orientation. Sa principale

préoccupation : aider chaque personne à redevenir acteur de sa vie. En effet, "l'exclusion" se traduit par un cercle vicieux mettant en relation l'isolement croissant, le manque de confiance en soi et des situations vécues comme échecs répétés. Les Jardins mettent en place des ateliers de formation en interne et souhaitent, dans les années à venir, les ouvrir au public. Leurs activités favorisent la création des liens avec l'extérieur et le croisement de structures grâce aux points de rencontre et visent à sortir des liens commerciaux anonymes classiques. Faisant parti du réseau "Cocagne", les Jardins s'engagent à respecter une charte qui inclut la collaboration avec le secteur professionnel Bio.

Dans ce cadre quelle place donnez-vous aux énergies renouvelables ?

Un de leurs souhaits est de mettre en place des réalisations en matière de construction ou d'aménagement qui prennent en compte les valeurs écologiques. Les jardins vont réaliser



deux chalets en éco-construction pour accueillir les jardiniers et plus tard leurs bureaux. La première construction devrait démarrer au printemps, la seconde en automne 2007. Un autre projet est en attente pour 2007-2008, celui de développer la traction animale avec des chevaux ou des ânes. En attendant, une réflexion est engagée sur l'utilisation de l'huile végétale pour leur tracteur.

Peut-on dire que les jardins s'inscrivent dans une démarche de développement durable ?

Aujourd'hui on peut dénombrer environ 85 jardins de Cocagne en France. Chaque jardin a ses particularités tout en défendant les mêmes valeurs. "Les jardins font du développement qu'ils espèrent durable depuis des années sans le dire ou plutôt sans l'afficher. En développant une action sociale, économique, environnementale et en créant du lien social dans la proximité, les Jardins de Cocagne se situent au cœur du développement durable" (source J. G. HENKEL, Directeur du Réseau Jardins de Cocagne, Novembre 2004).

Aujourd'hui, les Jardins de Cocagne en Baronnies se sont 12 personnes en insertion dont 6 hommes et 6 femmes plus 3 permanents (direction, accompagnants socioprofessionnels, encadrement technique maraîcher organisé par Christian CHEVILLON), 2,7 hectares de terre cultivée et 6 tunnels maraîchers. Mis en place en novembre 2005, les jardins viennent de fêter leur 6 mois de distribution de paniers. L'inscription pour les paniers se fait à l'année à raison d'un panier tous les mardis. Bientôt les livraisons s'effectueront deux fois dans la semaine. Pour l'instant, les Jardins comptent plus de soixante adhérents et ont une liste d'attente d'une vingtaine de personnes. Ils pourront recevoir de nouveaux adhérents pour les paniers à partir de mai-juin 2007. Les jardins souhaitent réaliser une journée portes ouvertes sur l'exploitation le vendredi 15 juin.

Contact : Les Jardins de Cocagne en Baronnies - Maison communale 26110 LES PILLES Tél. / Fax : 04 75 26 43 36 - pontias@club-internet.fr

Laëtitia PELLEREY

SEMAINE NATIONALE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, LE CEDER FIDÈLE AU POSTE...

Décidée par le Premier ministre en 2002, la Semaine du développement durable a pour objectif :

- D'informer largement le grand public sur le développement durable, les domaines qu'il recouvre (transports, biodiversité, changement climatique, déchets...) et les enjeux, à travers des actions concrètes.

- De motiver et de soutenir des changements de comportements en expliquant les bonnes pratiques quotidiennes à adopter en faveur du développement durable.

- De mobiliser le public sur des objectifs nationaux de développement durable (par exemple, dans le cadre de la réduction de 3% par an des gaz à effet de serre d'ici 2050).

L'engouement des français autour de cet événement montre à quel point le

développement durable est un sujet sensible. En Juillet 2006, 57 % des Français affirmaient avoir déjà entendu parler de développement durable ; ils n'étaient que 23% en 2002.

A l'occasion de cette manifestation nationale, qui se déroulera cette année du 1^{er} au 7 avril, le CEDER organise diverses actions sur son territoire.

A Jonquières, la semaine sera dédiée à l'énergie solaire avec au programme :

- Une conférence le jeudi 5 avril à 20h30 sur le thème de l'énergie solaire et ses différentes applications à la salle du centre socio-culturel, place Jean GIONO face à la Mairie.
- La visite d'un chauffe-eau solaire chez un particulier le samedi 7 avril à 14h30 (date à confirmer).

A Vesc, le mardi 3 avril, la ferme de Monsieur Tardieu ouvrira ses portes aux scolaires qui découvriront avec un technicien du CEDER le chauffage au bois déchiqueté et le séchage solaire.

Enfin, d'autres animations devraient être

mises en place avec le collège de NYONS sur le thème des énergies renouvelables et des déchets.

Emilie GARREAU



L'ESPACE INFO→ENERGIE : A L'HEURE DU BILAN 2006

Le mois de mars est traditionnellement le temps des bilans de la mission Espace Info→Energie. A l'heure où l'effervescence de l'association se concentre sur la rédaction des rapports à destination de nos partenaires financiers, parallèlement, certaines actions lancées en 2006 commencent à donner des résultats. Ainsi, notre action avec le Syndicat d'Aménagement des Baronnies sur la filière bois-énergie nous a permis d'identifier quelques maîtres d'ouvrages potentiels.

Un cru 2006 plutôt positif. Rappelons que le CEDER anime deux Espaces Info→énergie, le premier en Drôme Provençale, le deuxième depuis décembre 2004 sur le Haut Vaucluse. 2006 a vraiment permis de s'implanter sur ce territoire vauclusien. Nous avons été sollicités par des collectivités et des associations pour intervenir sur la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables (les communes de Jonquières et Sérignan, l'association IDEES, mais aussi la base Aérienne d'Orange !). Le nombre de contacts sur le Haut Vaucluse a augmenté de plus de 20% entre la première et la deuxième année d'activité.

Sur la Drôme, contrairement aux estimations optimistes de début d'année, nous avons connu une stagnation du nombre de personnes qui ont fait appel à nous (seulement une centaine de contacts supplémentaires par rapport à l'année précédente, soit une augmentation d'environ 5%). Mais si la quantité est restée quasiment la même, les demandes de renseignement ont évoluées qualitativement.

Un changement de qualité dans la demande. Il est possible de distinguer plusieurs choses : ce ne sont pas les mêmes personnes qui appellent et les questions sont différentes. Aujourd'hui nous constatons que les gens trouvent leur première information dans les médias et nous contactent ensuite pour rentrer un peu plus dans les détails techniques ou bien pour avoir des données plus locales. Nous n'entendons plus : "je veux un chauffe-eau solaire", mais plutôt "je veux une maison la plus écologique possible", ce qui dénote que le public qui nous contacte pense son projet de plus en plus globalement et plus seulement étape par étape, sans cohérence.

Un public de plus en plus averti... Aujourd'hui il devient plus facile de parler de maîtrise de l'énergie, les énergies renouvelables ne sont plus la seule et unique porte d'entrée. C'est un public qui va préférer une maison un peu plus petite mais dont l'impact sur l'environnement sera réduit.

Perspectives 2007. Le squelette de 2007 sera dans la continuité et le renforcement des années précédentes. Outre nos permanences physiques et téléphoniques quotidiennes, nous proposons des conférences, des visites de sites... tout au long de l'année. Nous allons développer des projets spécifiques dont l'objectif sera de renforcer la filière bois énergie sur notre territoire (Sud Drôme - Haut Vaucluse), nous allons continuer de promouvoir l'éco-construction et les techniques écologiques dans le bâtiment, nous allons étendre nos compétences à l'environnement en général, en travaillant sur les secteurs de l'eau, des déchets...

Victor LUMINEAU

BIENVENUE A JEAN-MARC SATINET

Jean-Marc SATINET a rejoint l'équipe du CEDER mi-mars comme Directeur de l'association.

Bienvenue à bord !

AGENDA de printemps

- **jeudi 22/03** Exposition-débat citoyen à 20h30 au CEDER (26)
- **samedi 24/03** Portes ouvertes du réseau IERA : visite du site URD à Plaisians (26) à 14h30
- **jeudi 29/03** Conférence sur l'éco-construction à la Mairie de Vaison la romaine (84) à 20h30
- **samedi 31/03 et dimanche 1/4** Salon de l'Habitat à Pierrelatte (26)
- **samedi 14/04** Visite grand éolien à Roussas (26) à 14h30
- **samedi 28 et dimanche 29/04** De ferme en ferme : stand, exposition, visite à Vesc (26)
- **mardi 3/05** Conférence ouverture du marché de l'électricité à 20h30 à Montélimar (26) Lieu à confirmer
- **samedi 12/05** Visite solaire thermique à 14h30 lieu à préciser
- **samedi 12 et dimanche 13/05** Foire de Mornas (84)
- **samedi 19 et dimanche 20/05 16è foire écobioologique NATURELLEMENT sur la digue à Nyons (26) de 10h à 1h et de 9h à 18h**
- **jeudi 7/06** Conférence Economies d'eau à 20h30 au CEDER (26)
- **vendredi 15/06** Visite assainissement collectif par filtres plantés pour les élus à Sainte Jalle (26)
- **samedi 16/06** Visite photovoltaïque sur le Haut Vaucluse (lieu à confirmer)
- **samedi 23/6** Visite photovoltaïque en Drôme Provençale (26) (lieu à confirmer)

Renseignements et inscriptions au CEDER 04 75 26 22 53

INFO→ENERGIE

Permanences Haut Vaucluse

Mercredi matin de 9h à 12h

COPAVO

Avenue Gabriel Péri - VAISON LA ROMAINE

04 90 36 39 16

Jeudi matin de 9h à 12h

Maison du Département

1, rond-point de l'Arc de Triomphe - ORANGE

04 90 36 39 16

Permanences Drôme

Tous les jours sauf le mardi

de 9h/12h30 et 14h/18h

CEDER

Avenue Paul Laurens - NYONS

Vendredi après-midi sur RDV de 14h30/18h

Médiathèque

16, boulevard Charles de Gaulle - MONTELMAR

04 75 26 22 53

Espace d'information, de conseil et de documentation, le CEDER vous accompagne à toutes les étapes vos projets

APPEL A COTISATION ADHESION 2007

Cher(e) adhérent(e),

Par votre **adhésion**, vous créez un lien privilégié entre le CEDER et vous.

Par votre **soutien**, vous permettez au CEDER de confirmer ses engagements environnementaux, ses valeurs écologiques...

A l'occasion de votre adhésion le CEDER vous transmet des informations sur ses actions et interventions :

- Envoi par courrier 4 fois par an du **Courrier du CEDER**, 8 pages comportant une actualité de l'association, ses projets et une réflexion sur un thème d'actualité (éco-construction, développement durable, eau, énergie...)

- Vous recevez tous les 15 jours une **lettre interne** par mail (pour ceux qui en ont un) qui met en avant les actions récentes et à venir du CEDER dans le détail, la vie de l'association au quotidien. Cette lettre vous propose une revue de presse et un agenda sur les événements CEDER, les grandes manifestations extérieures.

- Toute la **communication des événements** (visites, conférences, table-rondes, réunions, foire...) que nous organisons ou auxquels nous participons vous sont transmis par mail ou par courrier

N'OUBLIEZ PAS DE RENOUELER VOTRE ADHESION 2007 (VALABLE JUSQU'AU 31/12/2007) MERCI POUR VOTRE SOUTIEN

PAROLES D'ENFANTS

Au cours des animations scolaires que nous organisons, des enfants nous offrent de magnifiques messages. Extraits choisis.

Merci à Pablo et Jonathan

